

Visions Opposées

La pauvreté au cœur du débat

Marc Fssone

La question de l'augmentation des inégalités – et de la précarité qui en découle – reste au cœur de l'actualité sociale. Si les diagnostics se rejoignent, les causes – et donc les solutions avancées – divergent.

À quelques semaines d'intervalle, la Chambre des salariés (CSL) et la Chambre de commerce viennent de se pencher sur le sujet dans deux publications: le *Panorama social 2019* pour la CSL et le numéro 21 de la revue *Actualité et tendance* de la Chambre de commerce.

Avec un point d'accord à la base: un pays riche comme le Luxembourg n'est pas épargné par le phénomène. Le Stattec l'a même quantifié: le risque de pauvreté touche 18,7% de la population tandis que 5,7% de celle-ci est en situation réelle de grande pauvreté.

Ce risque croissant est, pour la CSL, dû avant tout à la recrudescence des inégalités. Sur ce point, «depuis 2016, le Luxembourg se situe au-dessus de la moyenne européenne», indique Jean-Claude Reding, le président.

Le panorama social 2019 (élaboré avec les derniers chiffres disponibles, ceux de 2017) relève ainsi que les 10% de ménages les mieux nantis percevaient une part du revenu national 8,1 fois plus importante que celle revenant aux 10% les plus modestes. Un écart qui a progressé de 25% en deux ans.

Les inégalités en matière salariale se creusent également. Depuis 2010, les bas salaires ont progressé de 2,1% tandis que les hauts salaires augmentaient de 8,1%.

«Et l'écart serait encore plus grand si l'on prenait en compte l'intégralité des revenus et le patrimoine», estime Jean-Claude Reding. Le risque de pauvreté, «à son plus haut niveau depuis vingt ans, ce qui fait du Luxembourg un mauvais élève au sein de la zone euro» vient donc principalement de cette inégalité.

Si la Chambre de commerce reconnaît le risque de pauvreté, elle le nuance en soulignant le caractère «transitoire» de celle-ci. Si 28% des résidents ont eu un passage plus ou moins bref par la case «risque de pauvreté», le taux de risque de pauvreté persistant – qui donne une vue sur quatre années – est de 10%.

Et elle note également que «le niveau de vie des ménages modestes est resté relativement stable sur la dernière décennie, à des niveaux bien supé-

”

Un pays riche comme le Luxembourg n'est pas épargné par le phénomène.

rieurs à la moyenne européenne».

L'inégalité salariale est-elle la seule responsable de ce risque de pauvreté? Si elle y contribue, la cause, principale, si on en croit les Luxembourgeois interrogés par l'Eurobaromètre, est le logement.

En 2010, 79% des sondés en étaient convaincus alors que seulement 17% accusaient le niveau des salaires. La progression respective des salaires et des coûts immobiliers ont encore accentué le phénomène.

La CSL relève d'ailleurs que les charges financières liées au logement sont plus fortes pour les ménages pauvres, pour lesquels ils pèsent jusqu'à 64% du revenu, que pour les ménages riches, qui n'y consacrent que 31%.

En moyenne, les ménages locataires consacrent un tiers de leurs revenus au loyer. «Dans la zone euro, le Luxembourg affiche non seulement une des plus importantes proportions du revenu consacrées au loyer mais aussi un des plus grands écarts entre ménages pauvres et non pauvres.»

Du côté de la Chambre de commerce, on fait un constat similaire.

L'arme principale pour lutter contre les risques de pauvreté reste les transferts sociaux.

Mais s'ils ont des impacts positifs, ils perdent en efficacité relève la CSL.

Un constat partagé par la Commission européenne qui, à l'occasion du semestre européen 2019, «mettait l'accent sur le manque d'efficacité des transferts sociaux pour réduire la pauvreté au Luxembourg, ceci malgré les montants importants alloués aux prestations sociales».

Cette baisse d'efficacité a d'ailleurs fait réagir la Chambre de commerce, qui critique un «arrosage social» et plaide pour plus de ciblage et de sélectivité. Selon elle, l'universa-



Jean-Claude Reding,
président de la Chambre des salariés



Carlo Thelen,
directeur de la Chambre de commerce

lité qui caractérise le modèle social luxembourgeois (...) n'est pas en faveur des ménages les plus pauvres.

”
L'universalité qui caractérise le modèle social luxembourgeois n'est pas en faveur des ménages les plus pauvres.

«Il faut donner davantage aux personnes qui sont vraiment dans le besoin, et pas à ceux qui ont quitté les zones de pauvreté», insiste Carlo Thelen, directeur de la Chambre de commerce.

Pour qui «ce ne sont pas les personnes qui travaillent qui deviennent pauvres». Une considération inverse de celle de la CSL qui considère pour sa part que «le travail ne protège pas toujours de la pauvreté: en comparaison européenne, les travailleurs du Luxembourg sont les plus exposés à ce risque».

Et pour qui, si le marché de l'emploi affiche une dynamique inébranlable depuis de nombreuses années avec un chômage qui tend à se résorber, tout le monde ne profite pas de ces embellies. A titre d'exemple, les demandeurs d'emploi en situation de handicap ou à capacité de travail réduite, souvent âgés, faiblement qualifiés et à la recherche d'emploi depuis plus d'un an, peinent encore et

toujours à se réinsérer sur le marché de l'emploi. La CSL dénonce également «la tendance à la précarisation rampante via le développement des contrats à durée déterminée, à temps partiel ou temporaire».

Selon que l'on considère que le travail protège ou pas contre le risque de pauvreté, les remèdes diffèrent. Ainsi, la Chambre de commerce ne croit pas à l'augmentation du salaire minimum comme pouvant être une véritable solution contre la pauvreté. A l'inverse de la CSL.

Elle plaide plutôt, afin d'augmenter le revenu réel des plus modestes, sur une plus grande sélectivité sociale des différentes aides, une protection plus importante des travailleurs indépendants, une fiscalité et des niveaux de cotisations sociales incitatifs, des dispositifs performants accompagnant le retour en emploi et des politiques limitant l'augmentation du coût de la vie, principalement en matière de logement.

Dans le même ordre d'idée, la Chambre de commerce n'est pas favorable à une hausse des aides au logement mais plaide plutôt pour que l'Etat «agisse sur l'offre en construisant davantage».

En résumé, toute bonne politique pour combattre la pauvreté devrait être fondée sur le triptyque objectifs chiffrés, mesures ciblées et évaluation. Et, fidèle à ses principes, la Chambre de commerce invite le gouvernement à agir en matière d'employabilité et

à faire en sorte que le système éducatif luxembourgeois devienne plus inclusif.

Travail toujours. La CSL s'est penchée dans son *Panorama social* sur l'appréciation de la qualité de l'emploi au Luxembourg, mesurée selon le Quality of Work Index.

Il ressort de ses observations que ladite qualité se dégrade.

En cause: une hausse des exigences et charges sur le lieu de travail: «Le travail dans l'urgence ou encore les charges mentales ou émotionnelles repartent à la hausse en 2018.»

Dans le même temps, les ressources et incitations affichent un déclin: l'autonomie, la participation aux prises de décision ou encore la coopération entre collègues sont en berne.

Toujours en matière de qualité de l'emploi, la porosité entre vie professionnelle et vie privée s'accroît et les salariés sont de plus en plus nombreux à déclarer ne pas pouvoir «décrocher» de leur travail. 40% des salariés disent avoir du mal à concilier vie privée et vie professionnelle.

Non seulement le travail ne protège plus, mais il agresse.

”
Le travail ne protège pas toujours de la pauvreté.



PRIVATE BANKING
WEALTH MANAGEMENT
INSTITUTIONAL BANKING
ASSET MANAGEMENT

To ensure the opportunities in life continue to flourish for you and your family, it takes a special perspective, Banque Havilland – the independent bank – has been building relationships by providing bespoke solutions that deliver.

YOUR PROSPERITY
OUR PERSPECTIVE

LUXEMBOURG LONDON MONACO LIECHTENSTEIN DUBAI GENEVA ZURICH

BANQUEHAVILLAND.COM